

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 07 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICO

Allée des combes
01150 Blyes

Référence : 20230627-RAP-S2-23-094-EM
Code AIOT : 0006110065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 juin 2023 dans l'établissement SICO implanté 400, allée des combes à Blyes.

L'inspection a été annoncée le 25 mai 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICO
- 400, Allée des combes - 01150 Blyes
- Code AIOT : 0006110065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SICO possède plusieurs sites en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le siège de l'entreprise est situé à Voreppe en Isère.

Le site de Blyes, localisé dans le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, a pour activité le conditionnement aérosol et non-aérosol de produits destinés à des activités d'hygiènes (cosmétiques, insecticides,...) ou agroalimentaires.

Le site dispose de 3 chaînes de conditionnement aérosol et une chaîne de conditionnement liquide. Des activités de formulation sont également présentes.

La société emploie une quinzaine de salariés sur le site de Blyes.

Sur le plan administratif, le site est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 30 novembre 2012. Il est classé SEVESO seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection du 17 mai 2021 ;
- Action nationale 2023 : évolution de la réglementation relative aux liquides inflammables postérieurement à l'accident de Rouen.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délai
3	État des matières stockées – Format détaillé et synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Autres installations A soumises à l'AM du 03/10/10	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, Article 1er-I.2	Lettre de suites	1 mois
6	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Article 1er-I-I.2	Lettre de suites	1 mois
7	Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, Article 1er-I-III	Lettre de suites	1 mois
8	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Lettre de suites	3 mois
10	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suites	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Procédures de maintenances et de contrôle des MMR	Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.4.1	Inspection du 17/05/2021 Lettre de suites
2	Registre des défaillances et anomalie des MMR	Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.4.2	Inspection du 17/05/2021 Lettre de suites
4	Situation administrative et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
9	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.2.1.1	Sans objet
11	Exercice POI	Code de l'environnement, article R.515-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement SICO de Blyes ne dispose pas des outils permettant de répondre aux obligations réglementaires relatives à la connaissance fine des produits dangereux présents sur son site, alors que l'établissement est classé SEVESO seuil bas.

La mise en place de ces outils devra permettre de confirmer que l'établissement n'est pas soumis aux nouvelles dispositions réglementaires sur les liquides inflammables des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et du 24 septembre 2020 tirant le retour d'expérience de l'accident de Rouen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédures de maintenances et de contrôle des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : inspection du 17/05/2021
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Ces procédures respectent les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et le guide méthodologique DT 93. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure « Contrôle et maintenance des MMR » référencée SGS06.P01 et datée du 12/10/2021. Cette procédure liste les 6 MMR de l'établissement et précise la fréquence et la nature des contrôles à réaliser. Elle mentionne les registres dans lequel sont tracés ces contrôles et les éventuelles anomalies et la conduite à tenir en cas d'anomalie. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées et le constat réalisé permet de solder la non-conformité relevée lors de l'inspection du 17/05/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des défaillances et anomalie des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : inspection du 17/05/2021
Prescription contrôlée : Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant. Ces anomalies et défaillances doivent : <ul style="list-style-type: none">— être signalées et enregistrées,— être hiérarchisées et analysées,— et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de consignation des anomalies et défaillances des MMR, référencé SGS06.F02. Il mentionne 5 événements survenus entre 2016 et 2022 dont la défaillance de l'arrosage de la zone de dépotage constatée lors de l'inspection du 17/05/2021. Il précise les maintenances réalisées et les résultats des tests effectués après maintenance. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées et le constat réalisé permet de solder la non-conformité relevée lors de l'inspection du 17/05/2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des matières stockées – Format détaillé et synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. (...)</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. (...)</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. (...)</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état journalier des matières stockées, il ne dispose pas d'outil informatique permettant de tenir à jour un inventaire précis des matières stockées.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant met en place un état des matières stockées mis à jour journallement et répondant aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ainsi qu'aux besoins d'information de la population. Cet inventaire doit être associé à un plan des installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Délai : 3 mois

N° 4 : Situation administrative et conformité aux seuils réglementaires

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.511-9 et son annexe
Thème(s) : Actions nationales 2023, Régime administratif
Prescription contrôlée : Classement de l'établissement vis-à-vis des rubriques 4330, 4331, 4734, 1436, 4722, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748
Constats : L'établissement n'est pas soumis à autorisation au titre des rubriques dites « liquides inflammables » de la nomenclature des installations classées. Il est soumis à enregistrement au titre de la rubrique 4331 (liquide inflammables de catégorie 2 ou 3) pour le stockage 111 t de liquide inflammable dont 10 m ³ de déchets, 2 x 30 m ³ en cuve enterrées, 71 m ³ en récipients mobiles. Lors de l'inspection, il est constaté que les seuils autorisés par l'arrêté préfectoral réglementant le site sont respectés. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Autres installations A soumises à l'AM du 03/10/10

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application des AM LI - Seuil 1000T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Compte tenu de l'absence d'inventaire des matières dangereuses stockées et de l'absence d'étiquetage suffisant sur les récipients mobiles présents dans l'installation (cf. point de contrôle n°8), il n'a pas été possible de déterminer la quantité exacte de substances ou mélanges dangereux avec une mention de danger H224, H225 ou H226 ainsi que de déchets de liquides inflammables catégorisés HP3 présente au sein de l'installation. Néanmoins, au vu des constats réalisés sur site, il ne semble pas possible que cette quantité soit supérieure à 1000 t. Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant détermine la quantité de substances ou mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225 ou H226 et de déchets de liquides inflammables catégorisés HP3 présente au sein de son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 1 mois

N° 6 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/092020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article 1er-I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20 - Seuil 100T de LI
Prescription contrôlée : 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.
Constats : Compte tenu de l'absence d'inventaire des matières dangereuses stockées et de l'absence d'étiquetage suffisant sur les récipients mobiles présents dans l'installation (cf. point de contrôle n°8), il n'a pas été possible de déterminer la quantité exacte de substances ou mélanges dangereux en contenant fusibles avec une mention de danger H224, H225 ou H226 et les déchets en contenant fusibles catégorisés HP3 présente au sein de l'installation. Néanmoins, un inventaire rapide des contenant fusibles présents sur site le jour de l'inspection semble montrer que cette quantité ne dépasse pas 100 t et que par conséquent, l'établissement n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipient mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classées soumise à autorisation. Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant démontre avec des données chiffrées qu'il n'est pas soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipient mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classées soumise à autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 1 mois

N° 7 : Stockages de récipients mobiles soumis à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application de l'AM 24/09/20
Prescription contrôlée : III. Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.
Constats : A priori, au vu des constats effectués sur site, l'établissement n'est pas soumis aux dispositions des arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et du 24 septembre 2020 relatifs au stockage de liquides inflammables. Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant démontre avec des données chiffrées qu'il n'est pas soumis aux arrêtés ministériels du 03 octobre 2010 et du 24 septembre 2020 relatifs au stockage de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 1 mois

N° 9 : Gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2012, article 7.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Prescription contrôlée : Un gardiennage est assuré en permanence. A défaut, une surveillance à distance doit être mise en place (vidéo-surveillance et report d'alarme).
Constats : L'exploitant a contracté avec l'entreprise TELEM TELESURVEILLANCE (certifié APSAD P3) pour assurer la télésurveillance du site 24h/24h. L'exploitant a présenté en séance le contrat établi le 24/03/2020 qui stipule la procédure de traitement des différentes alarmes (intrusion/incendie/défaut). Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008 modifié, article 17
Thème(s) : Produits chimiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement reçoit essentiellement des produits dangereux en provenance de son site de St-Egrève (38). Ces produits intermédiaires sont stockés dans des IBC réétiquetés par l'exploitant : sur l'étiquette sont précisés les pictogrammes de danger mais pas les mentions de danger, ni les conseils de prudence.</p> <p>L'établissement de Blyes et celui de St-Egrève ayant le même numéro SIREN, ils sont considérés comme une même entité légale au titre de la réglementation européenne sur les produits chimiques : ne s'agissant pas de produits destinés à la mise sur le marché, un étiquetage conforme aux dispositions du règlement CLP n'est donc pas réglementairement requis.</p> <p>Néanmoins, le code du travail précise en son article L.4411-6 que les employeurs utilisateurs doivent procéder à l'étiquetage des produits dangereux. Actuellement, l'étiquetage tel que réalisé sur les contenants présents sur site est insuffisant pour garantir la manipulation sans danger de ces produits : les opérateurs ne disposent pas des informations suffisantes pour leur permettre de réagir correctement en cas d'incident.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant met en place un étiquetage pertinent sur les emballages de produits intermédiaires, indiquant <i>a minima</i> les mentions de danger et les conseils de prudence en français.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 3 mois

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance périodique
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de vérification de son dispositif de protection contre la foudre réalisé le 10/10/2022 réalisé par l'entreprise ALTUSIA, certifiée Qualifoudre. Ce rapport ne relève aucune non-conformité, il indique que les demandes d'actions correctives effectuées lors de la précédente visite (mise en place de liaisons équipotentielles au niveau des tuyauteries de gaz) ont été réalisées. Il indique cependant que le compteur de coups de foudre, devenu indéchiffrable, doit être remplacé.
Demande de l'inspection des installations classées : L'exploitant procède au remplacement du compteur de coups de foudre et s'assure que celui-ci est relevé après chaque épisode orageux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Délai : 1 mois

N° 11 : Exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, Exercices
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le dernier exercice POI a eu lieu le 21/12/2022, il concernait une alarme incendie dans le local informatique avec flammes sur la porte. Le précédent s'était tenu le 16/12/2021, il impliquait des fumées dans le réfectoire. Le dernier exercice mis en œuvre avec le concours des pompiers remonte au 14/11/2018, il concernait une détection gaz et un incendie non contrôlable dans le bunker gaz de la ligne 3.
Demande de l'inspection des installations classées : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'organiser, sur 2023 ou 2024 au plus tard, un nouvel exercice avec le concours des pompiers. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date retenue pour cet exercice.
Type de suites proposées : Sans suite